

SE4All

PLATEFORME
AFRICAINNE

RAPPORT ANNUEL 2014 - 2015



Banque africaine de développement



**Rapport annuel de la
Plateforme africaine
de l'Initiative Énergie
durable pour tous
(SE4All)**



 2014 - 2015 

Avertissement

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). La BAD ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cette publication et décline toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

En désignant un territoire ou une zone géographique ou en y faisant référence, ou bien en utilisant le terme « pays » dans le présent document, la BAD n'a pas l'intention d'émettre un jugement sur le statut juridique ou tout autre statut du territoire ou de la zone en question.

La BAD est favorable à l'impression ou la reproduction des informations uniquement à des fins personnelles et non commerciales, à condition qu'elle soit reconnue comme en étant la source. Il est interdit aux utilisateurs de revendre, redistribuer ou créer des produits dérivés à des fins commerciales sans l'approbation expresse et écrite de la BAD.

Contact: se4all.africa@afdb.org

Crédit photos :

©AFP : page de couverture et page 9

©BAD : pages 2, 3, 17, 18 19, 27 et toutes les photos du chapitre III

©istock : pages 38-39





AVANT-PROPOS



Il n'y a rien de plus important dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique que l'accès aux services énergétiques : pour éclairer les maisons, les hôpitaux, les écoles et les rues, pour exploiter les sources d'énergie non polluante aux fins de chauffage et de cuisson des aliments et pour alimenter le développement des petites, moyennes et grandes entreprises en vue de l'industrialisation. Il faut un nouveau pacte sur l'énergie en Afrique. La Plateforme africaine de l'Initiative Énergie durable pour tous (SE4All) joue un rôle déterminant dans l'établissement des partenariats transformateurs nécessaires pour faire de l'accès à l'énergie pour tous une réalité.

Dr. Akinwumi Adesina

Président du Groupe de la Banque africaine de développement



L'Initiative SE4All et son programme d'accès universel aux services énergétiques d'ici 2030 cadre parfaitement avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et l'harmonisation ainsi que la mise en œuvre de l'Initiative parallèlement à d'autres initiatives en cours en Afrique aux niveaux national, régional et continental, comme le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), en ce qui concerne notamment la mobilisation des ressources et les mécanismes de prestations orientés vers l'action, revêtent une importance capitale. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter les États membres de l'Union africaine pour les résultats importants obtenus dans la préparation de leurs Agendas d'action et Prospectus d'investissement, ce qui fait d'eux les membres les plus actifs de l'Initiative SE4All au plan mondial, et pour saluer le rôle majeur que joue les institutions africaines tirées par la Plateforme africaine de SE4All.

Elham Mahmoud Ahmed Ibrahim

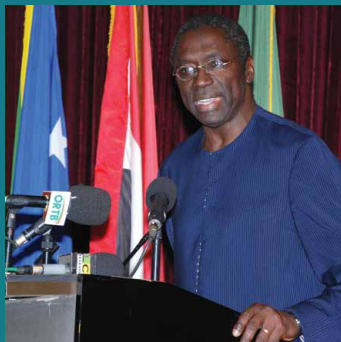
Commissaire chargée des infrastructures et de l'énergie à la Commission de l'Union africaine.



La réorientation vers l'énergie durable est intimement liée au développement de l'Afrique. Des progrès impressionnants ont certes été enregistrés dans le travail de préparation, mais l'heure est à l'action concrète et à l'exécution. L'Afrique devrait saisir cette occasion si elle veut tirer parti de la dynamique qui soutient cette initiative louable. C'est aussi la mission du NEPAD en tant qu'organisme de la Commission de l'Union africaine de veiller à sa réalisation.

Dr. Ibrahim Assane Mayaki

Directeur général de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD



Il ne saurait y avoir de développement sans énergie. L'élargissement de l'accès aux services énergétiques modernes peut réduire sensiblement la pauvreté et les inégalités en améliorant les possibilités et le bien-être des populations. Il peut en outre contribuer au développement des marchés de l'emploi et des activités commerciales tout en transformant les économies africaines. Mais il nous faut aussi nous assurer que l'énergie que nous utilisons répond aux besoins des générations présentes sans pour autant compromettre la satisfaction des besoins des générations futures.

Abdoulaye Mar Dieye

Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD



L'énergie est essentielle pour la marche des économies africaines vers l'industrialisation et la diversification économique. La Plateforme africaine de l'Initiative Énergie durable pour tous (SE4All), hébergée par la Banque africaine de développement (BAD) joue un rôle primordial dans la mise en relation des administrations publiques et du secteur privé pour débattre d'une manière concrète de l'importance que revêtent les investissements dans les domaines de l'intégration régionale, de l'infrastructure et de l'énergie pour éradiquer, une fois pour toute, la pauvreté sur notre continent.

Dr. Kandeh Yumkella

Co-fondateur du Groupe des leaders africains de l'énergie (GLAE), Ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Initiative Énergie durable pour tous, Ancien Directeur général de l'Initiative Énergie durable pour tous.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
SIGLES ET ACRONYMES	7
RÉSUMÉ	8
1. INTRODUCTION	9
1.1 À propos de l'Initiative SE4All	9
1.2 À propos de la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All	12
1.3 À propos des processus nationaux de l'Initiative SE4All	14
1.3.1 Évaluation rapide et analyse des écarts	14
1.3.2 Agenda d'action	14
1.3.3 Prospectus d'investissement	16
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE SE4ALL EN AFRIQUE	18
2.1 Mise en œuvre de l'Agenda d'action	20
Élaboration de l'Agenda d'action du Rwanda	22
2.2 Mise en œuvre des Prospectus d'investissement	24
Prospectus d'investissement de la Gambie	25
3. ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES DE LA PLATEFORME AFRICAINE DE L'INITIATIVE SE4ALL	28
3.1 Lancement et mise en œuvre de l'Initiative SE4All	30
3.1.1 Élaboration des directives et politiques	30
3.1.2 Ateliers et événements	31
3.2 Facilitation de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'Initiative SE4All	34
3.2.1 Assistance technique aux pays africains	34
3.2.2 Centre des technologies climatiques en Afrique (CTCA)	34
3.2.3 Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA)	34
3.2.4 Mini-réseaux à base d'énergie renouvelable	35
3.3 Réseautage, communication et gestion des connaissances	36
3.4 Partenariats	36
3.5 Groupe des leaders africains de l'énergie	36
4. PERSPECTIVES POUR 2015-2016	38

ACRONYMES

AA	Agenda d'action de l'Initiative SE4All
BAD	Banque africaine de développement
BA5D	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CARD	Document de référence du programme d'action national
CC	Conseil consultatif
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMA	Conférence des ministres africains de l'énergie
CEREEC	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO
COP	Conférence des parties
CTCA	Centre des technologies climatiques en Afrique
CUA	Commission de l'Union africaine
EAC	Comité de l'accès à l'énergie
EAU	Émirats arabes unis
ESWAP	Programme sectoriel global de l'énergie
EUR	Euro
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FNU	Fondation des Nations Unies
GFT	Équipe mondiale de facilitation de l'Initiative
GLAE	Groupe des leaders africains de l'énergie
GLAE-AO	Groupe des leaders africains pour l'énergie en Afrique de l'Ouest
GMG	Mini-réseaux à base d'énergie renouvelable
GMG-MDP	Programme de développement des mini-réseaux à base d'énergie renouvelable
HIO	Opportunités à fort impact
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
NPCA-NEPAD	Agence de planification et de coordination du NEPAD
ODD	Objectifs de développement durable
ONEC	Département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique de la BAD
ONU	Organisation des Nations Unies
OOC	Comité de surveillance et des opérations
PDM	Programme de développement des marchés
PEEC	Politique sur l'efficacité énergétique de la CEDEAO
PERC	Politique en matière d'énergie renouvelable de la CEDEAO
PI-SE4All	Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RAGA	Évaluation rapide et analyse des écarts
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU
RU	Royaume-Uni
SE4All	Initiative Énergie durable pour tous
SEFA	Fonds des énergies durables pour l'Afrique
SWG	Groupe de travail du secteur de l'énergie
T1-T2-T3-T4	Premier, Deuxième, Troisième, Quatrième trimestre
USA-USD	États-Unis d'Amérique - Dollar des États-Unis

RÉSUMÉ

La Plateforme africaine de l'Initiative Énergie durable pour tous (SE4All), hébergée par la Banque africaine de développement, est un partenariat des institutions africaines qui soutiennent le continent dans sa marche vers la réalisation des trois principaux objectifs de l'Initiative, à savoir : l'accès universel à l'énergie, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'augmentation de la part des énergies renouvelables.

Lancée en 2013 en exécution du mandat de la Conférence des ministres africains de l'énergie pour faciliter la mise en œuvre de l'Initiative en Afrique, la Plateforme africaine est la toute première plateforme de SE4All à avoir été établie. Depuis lors, elle est devenue un modèle de leadership africain à suivre pour l'établissement des plateformes futures, et a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de l'Initiative SE4All.

La Plateforme concourt à la promotion de l'appropriation par l'Afrique et d'une approche inclusive et globale de la mise en œuvre dans les 44 pays africains ayant adhéré à l'Initiative SE4All. Elle donne des orientations aux gouvernements africains et aux acteurs de l'énergie, fournit une assistance technique, encourage la communication et la constitution de réseaux de contacts et contribue à la mobilisation des ressources. En étroite collaboration avec les partenaires, la Plateforme africaine œuvre en outre à la définition des processus d'action nationale de SE4All et contribue à modeler l'Initiative au plan mondial.

Plus particulièrement, la Plateforme africaine a dirigé la mise au point du modèle de l'Agenda d'action et a encouragé son adoption en tant que cadre général pour le développement à long terme du secteur de l'énergie et en tant que plateforme de coordination permettant d'assurer la cohérence et la synergie sur l'ensemble du secteur afin d'atteindre les objectifs de l'Initiative SE4All. En conséquence, les Agendas d'action de SE4All et les Prospectus d'investissement sont en cours d'élaboration dans bon nombre de pays africains, à travers un processus mené avec de multiples intervenants comprenant les acteurs gouvernementaux, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile. En outre, la Plateforme a fourni, à la demande des gouvernements, une assistance technique directe à plus de 10 pays africains en vue de les aider à faire avancer les programmes d'action nationaux.

Cette année, la Plateforme africaine a aussi entrepris la mise en œuvre du Programme de développement du marché de mini-réseaux verts, en collaboration avec le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) aux fins d'encourager l'adoption des mini-réseaux comme solution intégrale à l'amélioration de l'accès à l'énergie dans les zones rurales.

À la faveur de l'adoption en septembre 2015 à New York de l'Objectif de développement durable consacré à l'énergie (SDG 7), les efforts doivent à présent être recentrés sur la mise en œuvre des activités décrites dans les Agendas d'Action et la mobilisation des investissements nécessaires à la réalisation des possibilités de projets identifiés dans les Prospectus d'investissement. En conséquence, la Plateforme africaine va jouer un rôle fondamental dans cette évolution, en étroite collaboration avec les partenaires de l'Initiative SE4All.



I. INTRODUCTION

1.1 À propos de l'Initiative SE4All

Le manque de services énergétiques fiables, durables et à prix abordable fait partie des principales entraves au développement de l'Afrique. En effet, près de 620 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, tandis que 730 millions d'Africains dépendent toujours des combustibles solides pour la cuisson des aliments.

L'Initiative Énergie durable pour tous (SE4All) est un partenariat de multiples parties prenantes avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en 2011, elle vise trois objectifs étroitement liés à atteindre à l'horizon 2030 :

1. assurer un accès universel à des services énergétiques modernes ;
2. doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique ; et
3. doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique global.

Au cœur de l'Initiative SE4All se trouve le principe qui veut que l'accès à l'énergie durable n'est pas une fin en soi mais que l'élargissement de l'accès à des services énergétiques durables et modernes est essentiel pour l'amélioration de la plupart des secteurs, notamment la santé,

l'éducation, le développement économique, la réduction de la pauvreté, le renforcement de l'autonomie des femmes et le changement climatique.

L'Initiative est le fruit d'une vaste collaboration conçue pour intensifier les efforts déjà consentis, promouvoir et insuffler de nouvelles approches pour lui permettre d'atteindre ses objectifs ambitieux.

L'Initiative SE4All se fonde sur le principe de l'action volontaire et de l'engagement national, mais elle est dotée d'une structure de coordination aux niveaux national, régional et mondial.

Les principaux organes de l'Initiative¹ sont les suivants :

- **Conseil consultatif**, co-présidé par le Secrétaire général des Nations Unies et le Président du Groupe de la Banque mondiale, qui donne les orientations stratégiques générales. Le Président de la BAD en est aussi membre avec quelque 40 représentants de haut niveau des organisations internationales, des administrations publiques, du secteur privé et de la société civile.
- **Comité exécutif**, un petit groupe constitué de membres des secteurs privé et public et d'ONG, ayant pour objet de conseiller et d'évaluer le Directeur général, d'examiner la stratégie de l'Initiative et du plan de travail.
- **Équipe mondiale de facilitation de l'Initiative (GFT)**, l'organe d'exécution de l'Initiative. Elle veille à son adoption partout dans le monde, organise les réunions, fait avancer le programme d'action, facilite la réalisation des actions nationales et assure la liaison entre les acteurs de manière coordonnée.

L'Initiative SE4All s'appuie également sur ses partenaires en activité dans les plateformes suivantes :

- **Les plateformes régionales.** Elles facilitent la mise en œuvre de l'Initiative au niveau régional par les conseils et l'assistance qu'elles fournissent selon les besoins. Quatre plateformes régionales ont été créées : la Plateforme africaine (à la Banque africaine de développement, BAD, à Abidjan en Côte d'Ivoire), la plateforme Amérique latine et Caraïbes (à la Banque interaméricaine de développement, BID, à Washington, aux USA), la plateforme Asie-Pacifique (à la Banque asiatique de développement, BASD) et la plateforme Europe – Asie centrale – Méditerranée (à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, BERD, à Londres, au Royaume-Uni).
- **Les plateformes thématiques :** Elles appuient les principaux domaines thématiques de l'Initiative SE4All. Les six domaines suivants ont été créés : efficacité énergétique (à l'Université technique du Danemark / PNUE à Copenhague au Danemark), énergie renouvelable (à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, IRENA, à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, EAU), gestion des connaissances (à la Banque mondiale, à Washington, aux USA), renforcement des capacités (à l'Institut de l'énergie et des ressources, TERI, de New Delhi, en Inde), facilitation de l'efficacité énergétique (au Centre pour la conservation de l'énergie, à Tokyo, au Japon) et base de la pyramide (du PNUD à New York, aux USA).

¹L'organigramme de l'Initiative SE4All fait en ce moment l'objet de modifications, conformément à la décision prise par le Conseil consultatif à sa réunion du mois de mai 2015. La nouvelle structure reposera sur deux piliers centraux : d'une part, les Nations Unies, et, d'autre part, une nouvelle organisation non gouvernementale dénommée « Le Partenariat de l'énergie durable pour tous », liée par un accord de partenariat et ayant à sa tête un Directeur général, nommé par ailleurs Représentant spécial pour l'Énergie durable pour tous.

Figure 1 - Emplacement des plateformes de l'Initiative SE4All



Bureau de l'Équipe mondiale de facilitation de l'Initiative, GFT



Plateformes régionales et thématiques de l'Initiative SE4All

Par ailleurs, l'Initiative est pilotée par ses :

- **Opportunités à fort impact (HIO)**, qui sont des domaines d'action susceptibles de représenter un fort potentiel à même de faire avancer les trois objectifs de l'Initiative SE4All. Une plateforme pour les parties prenantes (secteur public, secteur privé et société civile) intervenant dans chacune des HIO a été créée pour faciliter la collaboration, leur permettant ainsi de se prononcer ensemble sur des aspects spécifiques, comme les mini-réseaux à base d'énergie propre, l'énergie et la santé des femmes ou la connexion problématique eau-énergie-alimentation.

SE4All a joué un rôle déterminant en ce qui concerne les processus intergouvernementaux liés à l'énergie dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) pour le programme de développement après 2015. Par conséquent, l'énergie a été classée au centre de la liste des ODD de 2030, au 7e rang. Les objectifs proposés concourront à « assurer l'accès pour tous à une énergie fiable, durable et moderne à un prix abordable ». L'objectif et les cibles qui l'accompagnent concernant l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, s'inspirent des objectifs de l'Initiative SE4All.

1.2 À propos de la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All

La Plateforme africaine de l'Initiative SE4All est un partenariat entre la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA-NEPAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En outre, les communautés économiques régionales (CER) y participent par rotation.

La Plateforme africaine a été lancée lors des Assemblées annuelles de la BAD tenues à Marrakech en 2013. Elle était la première plateforme régionale à voir le jour. Elle tient son mandat de la résolution de la Conférence des ministres africains de l'énergie (CEMA) prise en novembre 2012 et donnant mission à la CUA, la NPDA et la BAD de coordonner et de faciliter la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique².

La Plateforme concourt à la promotion de l'appropriation par l'Afrique et d'une approche inclusive et globale de la mise en œuvre de l'Initiative. Ses activités portent essentiellement sur les orientations à donner aux programmes d'action nationale de SE4All aux niveaux mondial et de l'Afrique ; la fourniture de l'assistance technique nécessaire aux pays partenaires ; la communication et la constitution de réseaux de contacts ; et la mobilisation des ressources.

La Plateforme africaine dispose d'une structure allégée, composée d'un Secrétariat et d'un Comité de surveillance et des opérations.

- Le **Secrétariat** est chargé d'exécuter les activités de la Plateforme africaine. Il est hébergé à la BAD, au Département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique (ONEC). La Plateforme est administrée par le Coordonnateur de la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All, assisté d'une équipe d'appui restreinte.

- Le **Comité de surveillance et des opérations** (OOC) formule l'orientation stratégique pour les opérations du Secrétariat de la Plateforme africaine et comprend les mandataires

²Voir: <http://www.eu-africa-infrastructure-tf.net/attachments/CEMA/final-communique-en.pdf>

de la CUA, de la NPCA/NEPAD, de la BAD, du PNUD et de la CEDEAO, représentant les communautés économiques régionales (CER) pour la période initiale de deux ans. Le Comité pourrait bénéficier de l'adjonction de nouveaux membres s'il le fallait. Le Comité de surveillance et des opérations se réunit officiellement deux fois par an et approuve le plan de travail annuel de la Plateforme africaine.

La Plateforme africaine collabore étroitement avec d'autres activités de la BAD, notamment : (1) le Centre des technologies climatiques en Afrique (ACTC), un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et exécuté par la BAD, qui vient en appui à la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique au titre des efforts d'atténuation (voir chapitre 3.2.2) ; et (2) le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA), un fonds fiduciaire multidonateurs administré par la Banque africaine de développement, en appui aux projets d'énergie propre de petite et moyenne envergures et aux projets d'efficacité énergétique en Afrique (voir le chapitre 3.2.3).

L'engagement initial de l'Afrique dans l'Initiative SE4All

L'Afrique a joué un rôle de premier plan dans l'Initiative SE4All dès le début – ce qui traduit bien l'importance de ses objectifs pour le continent – avec le soutien ferme des pays et des institutions régionales.

En septembre 2012, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), ont organisé un atelier à Nairobi, qui a examiné la réponse de l'Afrique à l'Initiative SE4All et énoncé les principes du développement et de la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique.

En novembre 2012, la Conférence des ministres africains de l'énergie (CEMA) a entériné les recommandations de l'atelier de Nairobi et a, en outre, chargé la CUA, la NPCA et la BAD de coordonner la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique.

En décembre 2012 et en avril 2013, la NPCA et le PNUD, en collaboration avec la CUA, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la BAD, ont organisé des ateliers de suivi à Nairobi, au Kenya, et à Gaborone, au Botswana, sur la finalisation et la validation des Directives pour l'élaboration des plans d'action nationaux au titre de l'Initiative Énergie durable pour tous en Afrique, du Cadre africain pour la production de charbon de bois durable et de la Stratégie africaine pour la fourniture de services énergétiques décentralisés.

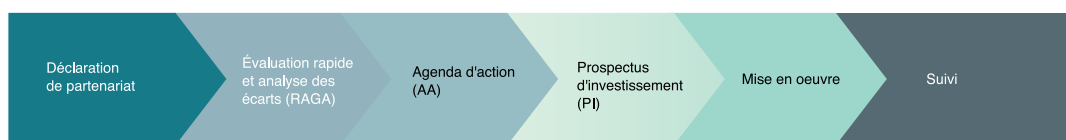
En mai 2013, la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All a été lancée officiellement à l'occasion des assemblées annuelles de la BAD à Marrakech.

1.3 À propos des processus nationaux de l'Initiative SE4All

Le processus du programme d'action national de l'Initiative SE4All nécessite l'identification des besoins, l'élaboration des plans à long terme et la recherche des possibilités d'investissement. Une fois qu'un pays adhère à l'Initiative, les étapes consécutives sont exposées en détail dans le Document de référence du programme d'action national de l'Initiative SE4All (CARD)³ comme suit :

- 1) Évaluation rapide et analyse des écarts (RAGA),
- 2) Agenda d'action de l'Initiative SE4All (AA), et
- 3) Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All (PI-SE4All).

Figure 2 - Processus d'action national de l'Initiative SE4All



1.3.1 Évaluation rapide et analyse des écarts

La première étape importante pour les pays partenaires consiste à réaliser une Évaluation rapide et une analyse des écarts (RAGA). En substance, la RAGA vise à déterminer les principaux défis qui se posent et les possibilités qui s'offrent pour la réalisation des trois objectifs de l'Initiative SE4All. Elle met en relief la situation existante en ce qui concerne l'énergie dans le cadre du développement national, en fournissant le contexte politique, économique, social et environnemental. En outre, elle s'inspire des documents et études existants et décrit les politiques et mesures nationales adoptées par rapport aux trois objectifs de SE4All. La RAGA est descriptive de par sa nature et vise à consolider les informations disponibles de manière disparate dans les plans, documents et études sectorielles.

La plupart des pays africains ont achevé leur RAGA comme base de l'élaboration de l'Agenda d'action⁴.

1.3.2 Agenda d'action

L'Agenda d'action (AA) est un document global stratégique tenant lieu de plan général pour le développement du secteur énergétique national. Il définit les objectifs nationaux de l'Initiative SE4All et détermine les modalités de réalisation des trois buts de SE4All. L'Agenda d'action offre une vision à long terme qui permet d'assurer la cohérence générale et la synergie nécessaires à l'échelle sectorielle des efforts déployés pour atteindre les objectifs nationaux de SE4All, tout en tenant compte des thèmes transversaux, notamment la sécurité alimentaire, le genre, la santé et l'eau.

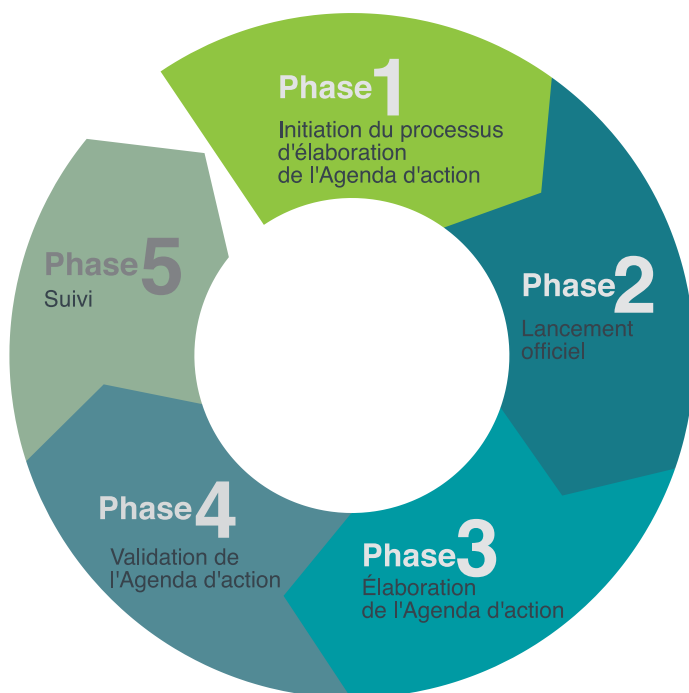
³ Voir : <http://www.se4all.org/flagship-programmes/country-level-actions/>

⁴ Voir : <http://www.se4all.org/flagship-programmes/country-level-actions/raga/>

Le processus de mise au point de l'Agenda d'action SE4All revêt une grande importance en ce qu'il en détermine sa qualité finale. L'appropriation de l'Agenda d'action par le pays est essentielle, et le processus d'élaboration doit être une démarche inclusive et transparente sous-tendue par l'engagement des parties prenantes sous la direction des autorités nationales. Cette activité devrait réunir les acteurs de tous les secteurs concernés pour se mettre d'accord. Des directives spécifiques sur les consultations des parties prenantes, fondées sur les principes contenus dans les Directives de la Plateforme pour l'élaboration des programmes d'action nationaux au titre de l'initiative de l'énergie pour tous en Afrique ont été conçues à cet effet⁵.

La mise au point de l'Agenda d'action est un processus à plusieurs stades, que l'assistance technique fournie par les partenaires facilite dans la plupart des cas. Le processus d'élaboration de l'Agenda d'action commence par une phase préparatoire comprenant la désignation d'un point focal et d'une institution de SE4All et la constitution des groupes de coordination et de travail du processus d'élaboration de l'Agenda d'action (AA).

Figure 3 - Processus d'élaboration de l'Agenda d'action



L'Agenda d'action de l'Initiative SE4All (AA) est un processus pris en main au niveau national et mis au point comme partie intégrante du cadre cohérent des activités de SE4All aux niveaux mondial et régional. Les partenaires de l'Initiative SE4All, notamment les plateformes régionales et thématiques ainsi que les opportunités à fort impact apportent un appui aux processus d'élaboration des Agendas d'action nationaux, à la demande des pays participants.

⁵ Voir : <http://www.se4all.org/wp-content/uploads/2014/02/Stakeholder-Guidelines-final-draft.pdf>

Au terme du processus, les Agendas d'action de l'Initiative SE4All doivent être validés et adoptés. Leur validation technique peut avoir lieu au cours d'un atelier réunissant les principales parties prenantes. L'adoption politique est essentielle pour garantir l'exécution efficace et comporte en principe l'approbation du Conseil des ministres ou d'une instance équivalente, suivant le contexte national.

Une fois adopté au niveau politique, l'Agenda d'action devrait devenir le cadre d'exécution national en fonction duquel les politiques sectorielles sont élaborées. Il sert en outre de cadre pour la coordination des activités et de l'assistance technique des bailleurs de fonds dans le domaine de l'énergie, ainsi que de document de référence pour le secteur privé et la société civile. En conséquence, il est en harmonie avec l'Objectif de développement durable n° 7, qui vise à garantir l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un prix abordable pour tous.

En règle générale, un Agenda d'action se déroule sur une période de 6 à 12 mois allant de la conception à l'achèvement, en fonction des conditions locales, de la durée et de l'approfondissement du processus de consultation.

1.3.3 Prospectus d'investissement

Le Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All (PI-SE4All) offre une stratégie de mise en œuvre pratique des secteurs ou sous-secteurs spécifiques de l'Agenda d'action national. Il identifie un ensemble de possibilités d'investissement (programmes et projets), y compris les besoins d'investissement, à présenter aux éventuels investisseurs des secteurs privé et public.

Les Prospectus d'investissement sont des plans à court et moyen terme, étant donné que les possibilités d'investissement et les conditions du marché sont souvent variables et peuvent fluctuer rapidement. En conséquence, une série de Prospectus d'investissement peut être élaborée pour couvrir diverses possibilités d'investissement tout au long de la durée de vie d'un programme d'action.

Le Prospectus d'investissement présente les détails concernant une possibilité d'investissement dans un secteur donné (par exemple les projets d'énergie renouvelable de moyenne envergure ou les mini-réseaux) pour permettre aux éventuels financiers de se décider sur la coordination avec des promoteurs de programmes spécifiques afin d'obtenir des renseignements complémentaires. Bien que les Prospectus d'investissement nécessitent moins d'uniformisation que les Agendas d'action, la Plateforme africaine a élaboré une note d'orientation pour garantir un degré d'uniformité susceptible de faciliter la mobilisation des ressources.





II.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE SE4ALL EN AFRIQUE



II. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE SE4ALL EN AFRIQUE

L'Initiative SE4All fait en ce moment l'objet d'une mise en œuvre étendue en Afrique. Au milieu de l'année 2015, 44 pays avaient adhéré à l'Initiative, la grande majorité ayant achevé leur Évaluation rapide et l'analyse d'écart. Par ailleurs, les Agendas d'action et les Prospectus d'investissement sont en cours d'élaboration ou sont sur le point de démarrer dans 27 et 17 pays respectivement.

La mise en œuvre de l'Initiative SE4All est le fruit de la coopération entre divers partenaires comprenant les gouvernements, les bailleurs de fonds, les institutions de financement du développement, les acteurs du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche.

2.1 Mise en œuvre des Agendas d'action

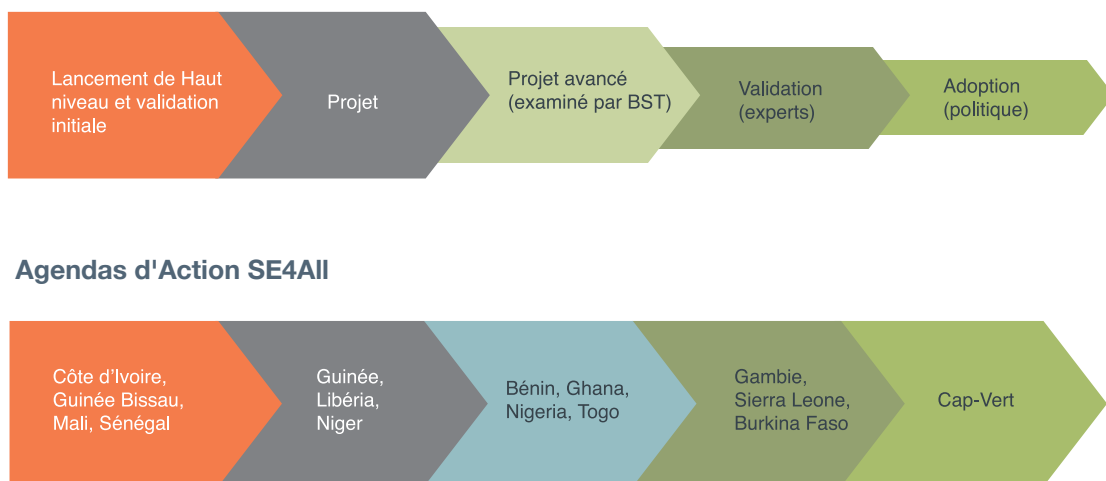
Le modèle d'Agenda d'action de l'Initiative SE4All a été largement adopté à travers le continent comme outil de planification intégral à long terme pour la mise en œuvre de l'Initiative.

En Afrique de l'Ouest, l'Initiative est mise au point selon une approche qui allie programmes nationaux parallèles et un solide mécanisme de coordination pour l'élaboration des politiques et l'assistance technique. En 2013, la CEDEAO a approuvé deux politiques régionales, à savoir la Politique en matière d'énergie renouvelable de la CEDEAO (PERC) et la Politique sur l'efficacité énergétique de la CEDEAO (PEEC). Elle a donné mandat au Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CERECEC) de coordonner leur mise en œuvre. En 2014, les pays membres de la CEDEAO ont entériné le modèle de l'Agenda d'action mis au point par la Plateforme africaine et conçu un cadre régional de son d'application. Ce processus est largement uniforme dans tous les pays membres de la CEDEAO, avec quelques variantes qui tiennent compte des programmes spécifiques en place.

Le Ghana, par exemple, a élaboré et approuvé un Agenda d'action de l'Initiative SE4All en 2012, devenant ainsi le premier pays africain à le faire, avec un point focal et un secrétariat SE4All. L'Agenda d'action a précédé l'uniformisation du processus d'action nationale de SE4All et est transformé en ce moment en Agenda d'action harmonisé avec le reste de la région.

Le Cap-Vert est le premier pays à obtenir l'adoption politique de son Agenda d'action. La Gambie, la Sierra Leone et le Burkina Faso recherchent la validation technique de leurs Agendas d'action, tandis que le reste des pays de l'Afrique de l'Ouest procèdent activement à l'élaboration de leurs Agendas d'action, dont la plupart devraient être finalisés aux 3^e et 4^e trimestres de l'année 2015 (figure 2).

Figure 2. Élaboration des Agendas d'action dans les États membres de la CEDEAO⁶



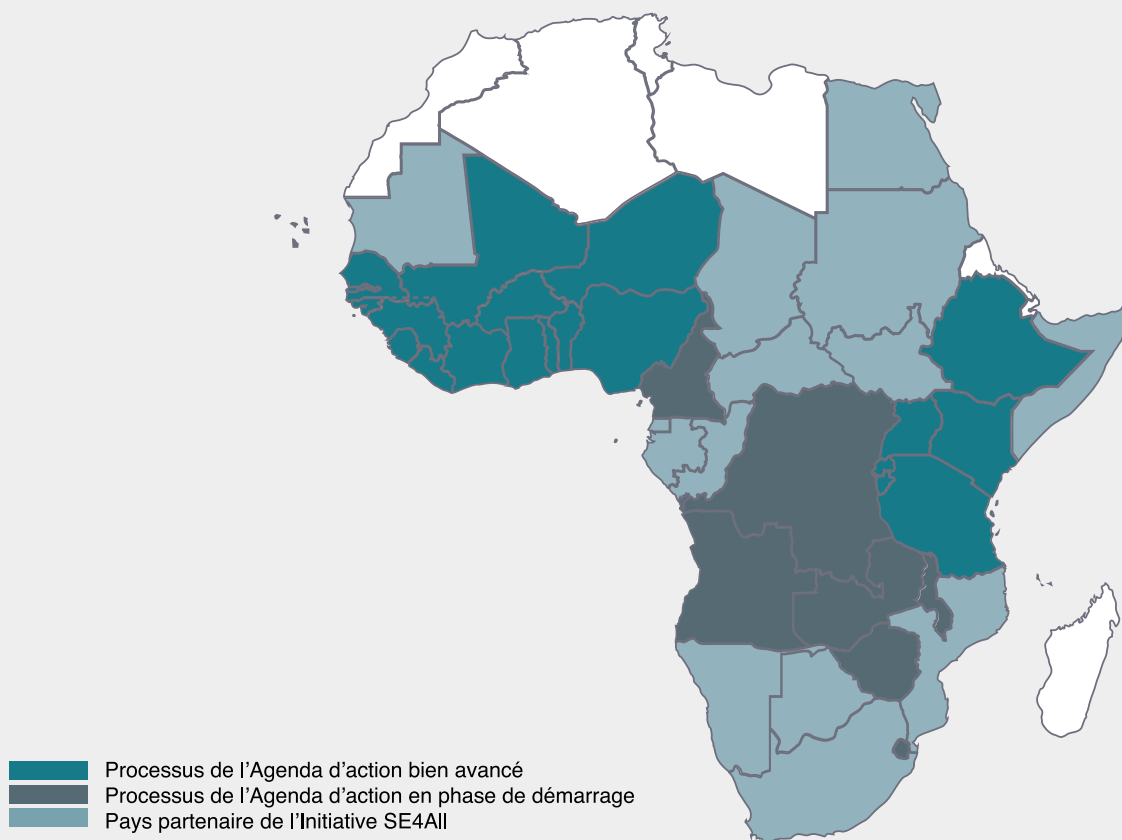
En Afrique de l'Est, l'Ouganda a adopté son Agenda d'action en 2015, alors que le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya se trouvent à un stade avancé de cette procédure. En 2014, l'Éthiopie a finalisé son Plan d'action de l'Initiative SE4All.

Au niveau de la région Afrique centrale, la plupart des pays commencent à mettre en œuvre leur Agenda d'action. En octobre 2014, lors d'une réunion régionale tenue à Yaoundé, au Cameroun, sur le thème « Livre blanc de la CEEC et de la CEMAC : Politique régionale pour un accès universel aux services énergétiques modernes et le développement économique et social », les ministres ont adopté une résolution encourageant les États de l'Afrique centrale à se lancer dans le processus d'élaboration des Agendas d'action et des Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All. En conséquence, la mise au point des Agendas d'action et des Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All en Angola, en République démocratique du Congo et au Cameroun a débuté et devrait être finalisée entre la fin de l'année 2015 et le milieu de l'année 2016.

Dans la région de l'Afrique australe, le processus de l'Agenda d'action au titre de l'Initiative SE4All progresse aussi au niveau national, avec notamment le Malawi, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe qui ont débuté le processus.

⁶ Source : CEREEC – Rapport d'activité, juin 2015.

Figure 3 - Agendas d'action de l'Initiative SE4All en cours d'élaboration dans les pays africains



ENCADRÉ-PAYS N° 1 - Élaboration de l'Agenda d'action du Rwanda

L'Agenda d'action du Rwanda se trouve dans sa phase finale d'élaboration. Il a été mis au point conformément au modèle et aux principes directeurs de la Plateforme africaine, avec l'appui technique de la BAD. Le processus a davantage été facilité par la création d'une série de groupes de travail technique sur l'accès à l'électricité, la production d'énergie électrique, les combustibles fossiles, la biomasse et l'efficacité énergétique, outre le groupe de travail ayant pour mission d'assurer la liaison avec la société civile.

Le gouvernement a fait preuve d'un leadership fort tout au long du processus, en particulier dans l'harmonisation des Agendas d'action de l'Initiative SE4All au niveau des cadres de politique existants, dont la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté et la Vision 2020. Les processus de l'Agenda d'action ont été davantage intégrés au Groupe de travail du secteur de l'énergie (SWG), exerçant dans le cadre du Programme sectoriel global de l'énergie (eSWAP) – un mécanisme créé en 2008 pour la coordination et la hiérarchisation des priorités parmi les activités du secteur de l'énergie faisant intervenir tous les acteurs, dont les ministères et les organismes publics, les partenaires au développement, les représentants du secteur privé et la société civile.

Au moyen d'une procédure comprenant la modélisation énergétique et la tenue de larges consultations, l'Agenda d'action fixe les objectifs nationaux de l'Initiative SE4All.

Pilier de SE4All	Enjeu	Objectif en 2030
Accès à des modes de cuisson propres et durables	Durabilité de la biomasse	Biomasse renouvelable à 100 %
	Accès universel à une cuisson propre	Accès à 100 % à une cuisson propre
	Réduction de la dépendance à l'égard du charbon de bois	Le taux d'utilisation du charbon de bois est inférieur à 25 % du combustible de cuisson dans les zones urbaines
	Accroissement de la productivité des forêts et des plantations (par rapport au niveau de 9,5 t/ha/an de 2009)	15 t/ha/an
Accès à l'électricité	Total ménages	Accès à 100 %
	Ménages urbains	Accès à 100 % au réseau électrique
	Ménages ruraux	Accès à 20-35 % hors réseau
Énergies renouvelables	Part des énergies renouvelables dans la fourniture	50 %
	Part des énergies renouvelables dans l'énergie utilisée pour la cuisson	80 %
	Part de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables	45 %
Efficacité énergétique	Intensité énergétique de l'économie (par rapport 2010)	33 %

L'Agenda d'action fixe également des cibles « transversales » pertinentes dans des domaines tels que la santé, l'eau et le genre, en déterminant quelques objectifs liés à l'énergie concernant, par exemple, le niveau de la qualité de l'air des locaux, la concurrence de l'utilisation des sols que se livrent les cultures énergétiques et les cultures vivrières, et le temps que les femmes passent à la récolte de la biomasse.

Les cibles et objectifs sont assortis d'une liste détaillée des actions et mesures indispensables pour les réaliser, certaines étant déjà en place et d'autres pouvant être renforcées ou mises au point. Pour chaque action de mise en œuvre, un calcul des coûts a été ébauché et les coûts d'investissement à l'horizon 2030 ont été estimés entre 675 et 875 millions d'USD par an (non compris les dépenses de fonctionnement, les coûts d'entretien et de carburant).

ENCADRÉ-PAYS N° 2 - Prospectus d'investissement de la Gambie

Le Prospectus d'investissement de SE4All de la Gambie était conçu pour une approche rendant opérationnel l'Agenda d'action de l'Initiative SE4All de la Gambie en identifiant et élaborant un ensemble de programmes et projets pratiques, comprenant leurs besoins d'investissement susceptibles d'être présentés aux investisseurs potentiels privés et publics. Le Prospectus d'investissement (PI) de la Gambie allie différentes possibilités d'investissement à présenter aux investisseurs éventuels qui pourraient, au cours d'une deuxième étape, être transformées en documents détaillés susceptibles d'un concours bancaire. Le PI comprend 18 notes conceptuelles ou idées de projet à divers stades d'élaboration qui traitent le problème des objectifs à long terme. Selon les estimations, le coût total des capitaux d'investissement de tout le portefeuille s'élève à environ 57 millions d'euros. Le PI de la Gambie a été financé principalement par l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) sur les ressources de BizClim.

La méthode utilisée pour la préparation du PI a reposé sur les principes de l'appropriation et de la participation des différents acteurs gambiens et a comporté une formation et des consultations très ciblées ayant permis de classer les projets par ordre de priorité.

L'Agenda d'action de la Gambie qui accompagne ce Prospectus d'investissement montre clairement que la Gambie doit relever le double défi de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique qui traverse tous les secteurs et affecte tous les citoyens. Par ailleurs, le pays doit de la même façon remédier au recours actuel à la biomasse qui a de fortes incidences sur la dégradation des terres, la déforestation et la santé. Au regard de l'accroissement de la population du pays, il y a tout lieu de s'attendre à ce que la pression démographique s'accroisse. En conséquence, le ministère de l'Énergie a assorti d'un ordre de priorité les trois projets suivants :

1. Entreprises de briquetage de la biomasse et de fabrication de fourneaux améliorés. Le projet vise à fournir 70.000 foyers et 17.000 tonnes de briquettes et à générer des revenus pour 3.000 ouvriers pour un investissement total d'environ 1, 83 million d'euros.

2. Approvisionnement en énergie – Mobilisation des investissements dans l'énergie solaire photovoltaïque pour répondre aux besoins essentiels des Gambiens en soins de santé. Ce projet d'énergie photovoltaïque va permettre de construire une centrale d'une puissance de 260 kW capable de fournir 50 à 75 % de l'électricité nécessaire au bon fonctionnement de l'hôpital général Sulayman Junkung, avec possibilité d'extension, pour un investissement total de 570.750 euros.

3. Projet d'éclairage écogénérique. L'objectif général du projet consiste à distribuer des lampes fluorescentes compactes à 200.000 ménages pour un coût estimatif d'un million d'USD.

Le plus grand projet pris en compte dans le Prospectus d'investissement de la Gambie est un programme de mini-réseaux verts de grande envergure, capable d'électrifier plus de 50 sites reculés, à l'aide de groupes électrogènes hybrides (utilisant l'énergie solaire et éolienne).

Tableau 1 - État d'avancement des Agendas d'action (AA) et Prospectus d'investissement (PI) dans les pays partenaires africains (selon les informations à disposition de la Plateforme africaine)

	Pays	Statut de l'AA	Statut du PI
1	Afrique du Sud		
2	Angola	Démarrage	Démarrage
3	Bénin	En cours d'élaboration	
4	Botswana		
5	Burkina Faso	Avancé	En cours d'élaboration
6	Burundi		En cours d'élaboration
7	Cameroun	Démarrage	
8	Cap-Vert	Finalisé*	
9	Congo		
10	Côte d'Ivoire	En cours d'élaboration	
11	Égypte		
12	Éthiopie	Finalisé (Plan d'action)	
13	Gabon		
14	Gambie	Finalisé	Finalisé
15	Ghana	Avancé	Cadre finalisé / Avant-projet
16	Guinée	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration
17	Guinée équatoriale		
18	Guinée-Bissau	En cours d'élaboration	
19	Kenya	Avancé	Avancé
20	Lesotho		
21	Libéria	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration
22	Malawi	Démarrage	Démarrage
23	Mali	En cours d'élaboration	
24	Mauritanie		
25	Mozambique		En cours d'élaboration
26	Namibie		
27	Niger	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration
28	Nigeria	Avancé	Démarrage
29	Ouganda	Finalisé	
30	République centrafricaine		
31	République dém. du Congo	Démarrage	Démarrage
32	Rwanda	Finalisé	
33	Sao Tome et Principe		
34	Sénégal	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration
35	Sierra Leone	En cours d'élaboration	
36	Somalie		
37	Soudan		
38	Soudan du Sud		
39	Swaziland	Démarrage	En cours d'élaboration
40	Tanzanie	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration
41	Tchad		
42	Togo	En cours d'élaboration	
43	Zambie	Démarrage	Démarrage
44	Zimbabwe	Démarrage	Démarrage

*« Finalisé » renvoie aux Agendas d'action ou aux Prospectus d'investissement adoptés par les gouvernements respectifs en juillet 2015.





III.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS DE LA PLATEFORME AFRICAINNE DE L'INITIATIVE SE4ALL



III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS DE LA PLATEFORME AFRICAINE DE L'INITIATIVE SE4ALL

La Plateforme africaine, conformément à son mandat, facilite la mise en œuvre régionale et contribue au déploiement global de l'Initiative SE4All. Le chapitre suivant met en exergue le travail accompli par la Plateforme en 2014-2015.

3.1 Lancement et mise en œuvre de l'Initiative SE4All

3.1.1 Élaboration des directives et politiques

La Plateforme africaine a joué un rôle de premier plan dans la conception des processus d'action nationale de l'Initiative SE4All :

- Les partenaires de la Plateforme africaine ont supervisé l'élaboration **des Programmes d'action au titre de l'Initiative SE4All, du Cadre de politique de l'Afrique pour la production de charbon de bois durable et de la Stratégie africaine pour la fourniture de services d'énergie décentralisés**, mis au point à travers des consultations et des ateliers régionaux organisés à Nairobi et à Gaborone en 2012-13 et approuvés par le bureau de la Conférence des ministres africains de l'énergie (CEMA) en février 2014.
- La Plateforme africaine a organisé en décembre 2013 l'atelier de Tunis qui a servi d'assise à l'élaboration du **Document de référence du programme d'action national (CARD)** énonçant la série des étapes à suivre pour mettre en œuvre l'Initiative au niveau national⁸.
- La Plateforme africaine a mis au point le **Modèle d'Agenda d'action de l'Initiative SE4All** fournissant des orientations détaillées sur son élaboration et assurant la cohérence et l'uniformité de la mise en œuvre de SE4All à travers le continent⁹.
- La Plateforme africaine a conçu le **Cercle de qualité pour les Agendas d'action et Prospectus d'investissement**, une opération d'examen volontaire de la qualité de l'Agenda d'action / du Prospectus d'investissement à entreprendre avant la validation politique définitive¹⁰.
- La Plateforme africaine a élaboré la **Note conceptuelle du Prospectus d'investissement**, une initiative visant à offrir une orientation aux pays pour leur permettre d'élaborer des PI cohérents à soumettre aux éventuels investisseurs comme « amorce de dialogue ».
- La Plateforme africaine a contribué à l'élaboration des **Directives de consultation des parties prenantes** permettant de mettre en place les processus participatifs nécessaires à la conception et la mise en œuvre des Agendas d'action¹¹.

⁸ Voir : <http://www.se4all.org/wp-content/uploads/02/2014/CARD.pdf>

⁹ Voir : <http://www.se4all.org/wp-content/uploads/02/2014/Country-Action-Agenda-Template.pdf>

¹⁰ Voir : http://www.se4all.org/wp-content/uploads/02/2014/ToR-AA-and-IP-Quality-Review_final.pdf

¹¹ Voir : <http://www.se4all.org/wp-content/uploads/02/2014/Stakeholder-Guidelines-final-draft.pdf>

La Plateforme africaine a apporté un appui au travail du Comité de l'accès à l'énergie de l'Initiative SE4All (EAC) et a en particulier coordonné son programme d'action pour l'accès à l'énergie dans les opérations d'élaboration de l'Agenda d'action et du Prospectus d'investissement au plan national. Le programme d'action a produit un ensemble de recommandations à l'intention de l'EAC, entérinées dans le rapport final qui soulignait la nécessité de promouvoir les « Conseils nationaux de l'énergie » et les Agendas d'action nationaux de l'Initiative SE4All.

3.1.2 Ateliers et événements

La Plateforme africaine facilite le travail en réseau entre les pays africains et les partenaires de l'Initiative SE4All. L'organisation d'ateliers et de conférences ainsi que la participation à ces manifestations est une composante essentielle de cet engagement. Plus particulièrement, la Plateforme africaine a organisé trois types de manifestations auxquelles elle a pris part :

- 1) Ateliers de la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All, qui ont donné forme à l'Initiative aux niveaux régional et mondial ;
- 2) Conférences de Haut niveau ; et
- 3) Ateliers nationaux et régionaux de formation sur la mise en œuvre.

1/ Ateliers Afrique de l'Initiative SE4All, organisés par la Plateforme :

En novembre 2012, et de nouveau en décembre 2013, la Plateforme africaine a organisé les premiers ateliers régionaux à Tunis. Le principal résultat de la première manifestation a été l'accord sur le principe selon lequel un certain niveau d'uniformisation était nécessaire dans la mise en œuvre de l'Initiative SE4All en Afrique. En conséquence, l'atelier de 2013 a conduit concrètement à l'élaboration du Document de référence du programme d'action national (CARD) et du modèle du d'Agenda d'action (AA).



Un an plus tard, soit en janvier 2015, la Plateforme africaine a organisé un atelier au siège de la BAD à Abidjan pour faire avancer les Processus d'action nationaux de l'Initiative SE4All en Afrique. Ont pris part à cet atelier des acteurs clés : points focaux nationaux de SE4All, partenaires au développement, institutions régionales et organisations de la société civile. L'atelier a permis d'évaluer les progrès accomplis jusque-là dans le domaine de l'élaboration des Agendas d'action (AA) et des Prospectus d'investissement (PI) de l'Initiative SE4All, d'examiner les options de l'assurance qualité et de cibler les mesures de suivi des AA et des PI.

2/ Conférences de Haut niveau, auxquelles la Plateforme africaine a contribué :

- En mai 2014, la BAD a hébergé **le lancement de la Décennie de l'énergie durable pour tous en Afrique**, lors de ses Assemblées annuelles à Kigali au Rwanda.
- En juin 2014, la Plateforme a participé au premier **Forum de l'Initiative SE4All** à New York, et présidé une session sur l'action nationale de SE4All.
- En juillet 2014, la Plateforme africaine a également contribué au **lancement de la Décennie de l'Initiative SE4All pour les pays les moins avancés**, lors de la Conférence ministérielle sur de nouveaux partenariats pour le renforcement des capacités productives dans les pays les moins avancés, organisée du 28 au 31 juillet 2014 à Cotonou, au Bénin.
- En avril 2015, la Plateforme a participé au **Comité de l'accès à l'énergie de l'Initiative SE4All**, organisé à Vienne. La Plateforme africaine a contribué aux délibérations du Comité du Conseil consultatif sur l'accès à l'énergie, dirigeant l'un des programmes d'action du Comité du Conseil consultatif sur l'accès à l'énergie dans les processus nationaux de l'Agenda d'action et du Prospectus d'investissement.



En mai 2015, la Plateforme a participé au deuxième **Forum de l'Initiative SE4All** à New York, où elle a organisé une session sur l'avancement du programme national en Afrique.



En juin 2015, la Plateforme a financé l'organisation et le lancement du **Groupe des leaders africains pour l'énergie en Afrique de l'Ouest** (voir paragraphe 3.5 page 37).

3/ Ateliers nationaux et régionaux de formation sur la mise en œuvre de projets :

- La Plateforme africaine collabore avec le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CERECEC) à l'élaboration des Agendas d'action de tous les pays de la CEDEAO participant à un atelier sur **L'élaboration des politiques sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables de la CEDEAO et les Agendas d'action de l'Initiative SE4All en mars 2014 à Abidjan**. Ont pris part à la réunion les représentants des 15 pays membres de la CEDEAO, qui ont validé le modèle d'Agenda d'action dans les pays de la CEDEAO.



Une année plus tard, soit **en mars 2015**, le **CEREEC a organisé un atelier de suivi à Abidjan, abrité et financé par la Plateforme africaine, pour examiner son état d'avancement dans chacun** des pays concernés, faciliter les échanges régionaux, fournir les orientations nécessaires pour parachever les processus, apporter son appui à la constitution de réseaux entre les pays et les partenaires au développement, et planifier les mesures de suivi.

En mai 2014, la Plateforme africaine a organisé à Addis-Abeba un atelier sur les processus de développement des Agendas d'action et des Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All **en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique australe**. Ont participé à l'atelier des représentants des pays ciblés de la région et des partenaires au développement.

En octobre 2014, la Plateforme africaine a participé à une réunion régionale tenue à Yaoundé, au Cameroun, relative **au livre blanc de la CEEC et de la CEMAC sur l'accès à l'énergie**. Les ministres ont adopté une résolution encourageant les États de l'Afrique centrale à se lancer dans le processus d'élaboration des Agendas d'action et des Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All.

En novembre 2014, la Plateforme a organisé **un atelier des parties prenantes à Harare** pour informer les représentants zimbabwéens sur les processus d'action nationaux de l'Initiative SE4All et les étapes suivantes de l'élaboration de l'Agenda d'action.

En novembre 2014, la Plateforme africaine a pris une part active au Premier forum sur les énergies renouvelables (FoDER) dans le cadre de l'Initiative SE4All pilotée par les Nations Unies, organisé à Kinshasa, en RDC. La manifestation a enregistré une forte participation, avec quelque 150 à 200 participants, et a mis en lumière le potentiel de l'énergie renouvelable en RDC et le cadre mis en place pour attirer les investissements privés.



En avril 2015, la Plateforme africaine a organisé à Yaoundé au Cameroun, un atelier régional sur la préparation des pays aux Agendas d'action et Prospectus d'investissement de l'Initiative SE4All, en privilégiant les pays de l'Afrique centrale et australe qui se préparent à se lancer dans le processus des Agendas d'action et Prospectus d'investissement.

3.2 Facilitation de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative SE4All

3.2.1 Assistance technique aux pays africains

La Plateforme apporte un appui direct à plusieurs pays africains dans le domaine de l'élaboration des Agendas d'action et/ou des Prospectus d'investissement. Les partenaires de la Plateforme africaine soutiennent les gouvernements de l'Angola, de la République démocratique du Congo, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Rwanda, de la Tanzanie et du Zimbabwe, avec d'autres pays qui sont encore dans la phase de la passation de marché, notamment le Cameroun et la Zambie. La contribution de la BAD se fait par le biais du projet Centre des technologies climatiques en Afrique (CTCA), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et adopté par le Conseil en juin 2014.

3.2.2 Centre des technologies climatiques en Afrique (CTCA)

Le Centre est financé par le FEM à hauteur de 14,3 millions d'USD et administré par la BAD sur une période de trois ans. Ce projet pilote a pour objet d'aider les pays membres de l'Afrique subsaharienne à accélérer le déploiement des technologies à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique en vue de l'atténuation et de l'adaptation aux effets du changement climatique grâce aux mesures suivantes : (1) renforcement du mécanisme de constitution de réseaux et de diffusion des connaissances sur le transfert de technologie et le financement climatique ; (2) accélération du transfert de technologie par la mise en œuvre de réformes institutionnelles, organisationnelles et stratégiques, et la création d'un environnement national et régional propice ; et (3) intégration des techniques climatiques dans les programmes et projets d'investissement. Les activités d'atténuation ciblent exclusivement le secteur énergétique et sont alignées sur l'Initiative SE4All. Depuis sa conception pendant l'été 2014, le projet CTCA finance des activités d'assistance technique liées à l'exécution de l'Initiative SE4All dans 10 pays de l'Afrique subsaharienne.

Le Centre a aussi finalisé une facilité de contrat-cadre pour aider les pays de l'Afrique subsaharienne à entreprendre des réformes institutionnelles, organisationnelles et stratégiques. La facilité de contrat-cadre permet au Centre de répondre diligemment aux demandes spécifiques d'assistance technique, comme c'est le cas pour les activités des phases initiales qui peuvent attirer des financements complémentaires à partir des instruments propres à la BAD comme le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA).

3.2.3 Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA)

Le SEFA a été créé en 2011 à la Banque africaine de développement à la suite de l'engagement de 56 millions d'USD du Danemark pour permettre à la BAD de renforcer son engagement dans des opérations de petite et moyenne envergures dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. En 2013, le SEFA a été transformé en une facilité multidonateur dotée d'un financement initial de 5 millions d'USD consenti par les États-Unis dans le cadre d'un

engagement pluriannuel au titre de l'Initiative Power Africa du Président américain Barack Obama. Plus récemment, le Royaume-Uni a adhéré au fonds SEFA avec une contribution de 15 millions de livres sterling.

SEFA fait partie des instruments régionaux qui viennent en appui à l'Initiative SE4All et collaborent étroitement avec la Plateforme africaine. SEFA opère à travers les trois composantes de financement suivantes, toutes axées sur le déblocage des investissements privés au profit de petits et moyens projets d'énergie durable : (i) dons pour faciliter la préparation de projets bancables ; (ii) prises de participations pour combler le déficit de financement et renforcer la capacité de gestion ; (iii) appui aux institutions du secteur public pour créer un environnement propice aux investissements privés¹².

SEFA a joué un rôle décisif dans la structuration du Fonds africain des énergies renouvelables (FAER), le premier fonds d'investissement privé véritablement panafricain consacré aux énergies renouvelables auxquelles il apporte une contribution de 132 millions d'USD.

3.2.4 Mini-réseaux à base d'énergie renouvelable

L'Initiative SE4All reconnaît l'importance des mini-réseaux pour atteindre l'objectif de l'accès universel aux services énergétiques. À cette fin, des opportunités à fort impact (HIO) dédiées aux mini-réseaux à base d'énergie propre réunissent les parties prenantes compétentes travaillant sur le sujet.

Dans ce contexte, deux initiatives en appui aux mini-réseaux verts (ou Green Mini-Grid GMG) sont mises au point par SEFA : (1) le Programme de développement des marchés de mini-réseaux à base d'énergie renouvelable (GMG-MDP Market Development Program), exécuté par la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All ; et (2) les Programmes-pays de mini-réseaux à base d'énergie renouvelable (GMG), mis en œuvre par le SEFA.

Le programme GMG-MDP, lancé au milieu de l'année 2015, vise à éliminer les obstacles à la commercialisation et à renforcer les écosystèmes pour l'émergence d'un secteur GMG prospère en Afrique subsaharienne. Les bénéficiaires immédiats du MDP seront les communautés économiques régionales, les gouvernements et les institutions du secteur public, les promoteurs de projet et les institutions de financement intervenant dans les GMG en Afrique.

Le MDP sera exécuté par le biais de 5 lignes d'activités : 1) Intelligence mercatique ; 2) Appui au développement des entreprises ; 3) Appui aux mécanismes réglementaires et de politique ; 4) Assurance qualité ; et 5) Accès au financement. Ces secteurs seront déployés en phases. Le MDP a fait l'objet d'un processus de larges consultations avec les acteurs des Opportunités à fort impact, les spécialistes des mini-réseaux à base d'énergie renouvelable, le Comité de surveillance et des opérations de la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All et les membres du Réseau des praticiens de l'accès énergétique (Energy Access Practitioner Network), organisé par la Fondation de l'ONU (FNU). Les observations recueillies ont permis de remodeler le projet, de hiérarchiser les priorités parmi les activités, d'éviter le double emploi et d'entretenir une étroite coopération avec l'HIO, qu'il conviendra de maintenir durant la phase de mise en œuvre.

¹²Voir <http://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/sustainable-energy-fund-for-africa/>.

Les programmes pays des GMG que dirigent SEFA, interviennent pour la création d'un environnement propice dans 6 pays de l'Afrique subsaharienne. Les projets retenus porteront sur les questions de réglementation, de politique et de planification, mais également le travail de développement du marché au niveau national. Le SEFA, en étroite collaboration avec la Plateforme africaine, a lancé un appel d'offres pour les programmes d'appui nationaux, dont la date limite était fixée au mois de juin 2015. L'appel a reçu une réponse favorable et les propositions ont été ce moment soumises à évaluation selon certains critères, notamment : l'engagement de l'État, l'harmonisation avec l'Agenda d'action national de l'Initiative SE4All, les capacités institutionnelles, le potentiel du marché, la pertinence et la spécificité de l'assistance technique sollicitée.

3.3 Réseautage, communication et gestion des connaissances

La Plateforme africaine, agissant en qualité de référence pour l'Initiative SE4All en Afrique, recueille et classe en catégories toutes les informations et documentations pertinentes sur la mise en œuvre de l'Initiative dans la région, y compris les détails concernant le contact du point focal.

La Plateforme africaine travaille sur un site web dédié qui devrait être mis en ligne début 2016 (<http://www.se4all-africa.org/>).

3.4 Partenariats

La Plateforme africaine a contribué à renforcer la coopération et les partenariats avec un bon nombre de parties prenantes intervenant aux niveaux mondial et régional en appui à l'Initiative.

À titre d'exemple, la Plateforme collabore étroitement avec le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie sur la question de la coordination des diverses initiatives pour l'énergie axées sur l'Afrique. Elle entretient des rapports étroits avec le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC), qui coordonne et appuie le développement de l'Agenda d'action dans la région de la CEDEAO. La Plateforme africaine entretient des relations étroites avec Power Africa, la Commission européenne, ainsi qu'un bon nombre de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et des acteurs d'organismes non gouvernementaux.

La Plateforme africaine a contribué au travail du G20 sur l'énergie sous la Présidence turque du G20, en ce qui concerne notamment le Plan d'action du G20 sur l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne, pour lequel il devrait jouer un rôle déterminant dans la coordination des activités de mise en œuvre.

3.5 Groupe des leaders africains de l'énergie

Le Groupe des Leaders Africains de l'Énergie (GLAE) est une communauté de leaders de l'énergie du secteur public et du secteur privé, qui se consacre à la promotion d'une transition énergétique durable en Afrique, en appui aux objectifs de l'Initiative SE4All. Le groupe GLAE est constitué de personnalités de haut niveau issues des secteurs public et privé comme des chefs d'État, des

directeurs généraux des grandes sociétés et des représentants d'institutions africaines. Sous l'impulsion du Représentant Kandeh Yumkella, le GLAE a été lancé en janvier 2015 au Forum économique mondial de Davos.

La Plateforme africaine a contribué à la création du groupe GLAE, qui se consacre à la résolution des problèmes de politique et du secteur énergétique liés aux projets qui font obstacle à l'atteinte des cibles de l'Initiative SE4All. Le Secrétariat du GLAE est hébergé à la Banque africaine de développement, en conjonction avec la Plateforme africaine de l'Initiative SE4All.

Le 30 juin 2015, le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a mené à Abidjan un groupe de leaders de haut niveau constitués de chefs d'entreprise et de leaders politiques pour lancer le Groupe des leaders africains pour l'énergie en Afrique de l'Ouest (GLAE-AO). Au nombre des invités d'honneurs figuraient le Vice-président du Nigeria Yemi Osibajo, les Premiers ministres de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Mali, du Niger et du Togo, outre les anciens Présidents du Nigeria, Olusegun Obasanjo, et du Ghana, John Kufuor. Etaient également présentes d'illustres personnalités du secteur privé, dont l'entrepreneur nigérian Tony Elumelu et le musicien sénégal-américain Akon – dont le Programme Akon Lighting Africa installe des dispositifs d'éclairage solaire pour les communautés dans 11 pays africains.

Le groupe GLAE compte trouver des solutions aux problèmes du secteur énergétique régional, lever les entraves aux projets énergétiques transfrontaliers, promouvoir la collaboration régionale et thématique, et stimuler le programme d'intégration économique régionale. Le GLAE va soutenir les réformes et programmes du secteur énergétique contribuant à la réalisation des objectifs de l'Initiative SE4All¹³.

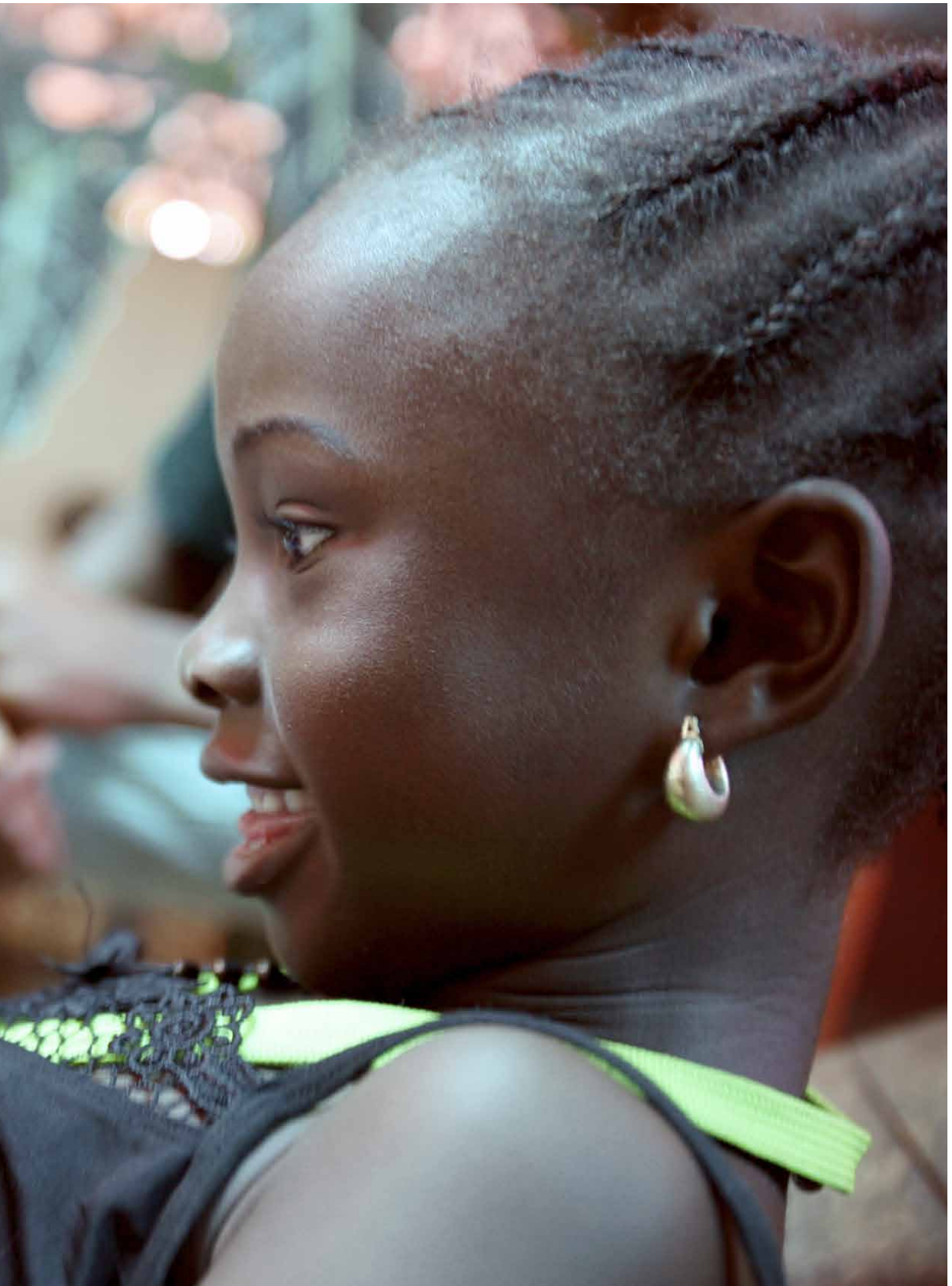


¹³ Voir http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/GenericDocuments/Summary_of_the_launch_event_of_the_WAELG.pdf



IV.

PERSPECTIVES POUR 2015 - 2016



IV. PERSPECTIVES POUR 2015 - 2016

La période 2014-2015 a été fructueuse pour l'Initiative Énergie durable pour tous en Afrique. Un travail de préparation important en termes de processus de planification énergétique nationale et d'identification des possibilités d'investissement a été entrepris dans de nombreux pays africains. La période 2015-2016 va continuer de faire une plus grande place à la mise en œuvre effective de ces plans et à l'accélération des processus de mobilisation des investissements.

Au cours de l'année à venir, le monde va vivre des événements historiques. En effet, en septembre 2015, le sommet des Nations Unies sur les Objectifs de développement durable devrait entériner un objectif sur l'énergie, tandis qu'un accord mondial sur le changement climatique devrait intervenir à la COP21.

En conséquence, l'Initiative SE4All est appelée à jouer un rôle décisif, et sa Plateforme africaine est bien placée pour contribuer à la transformation attendue en Afrique. La Plateforme africaine va se concentrer sur trois thèmes :

- **1) Suivi et exécution concertés des Agendas d'action (AA) et des Prospectus d'investissement (PI).** La crédibilité de SE4All vis-à-vis des pays partenaires dépend dans une large mesure de sa capacité de mobiliser l'appui nécessaire à la mise en œuvre des AA et IP. En conséquence, il importe que les mesures de suivi ciblées s'inspirant de l'atelier tenu à Abidjan en janvier 2015 soient identifiées et mises en œuvre collectivement par l'Équipe mondiale de facilitation de l'Initiative, les plateformes et le partenariat de SE4All.
- **2) Affinement des processus d'action nationale pour garantir au processus AA/PI des résultats de qualité.** Au regard de la nature de l'Initiative faisant intervenir de multiples parties prenantes, mais également de sa forte dépendance à l'égard des processus décentralisés, certaines activités entreprises au titre de l'Initiative SE4All risquent de ne pas atteindre l'envergure escomptée et peuvent entamer sa crédibilité générale. Il importe donc que le « cercle de qualité » créé récemment et les directives relatives à la consultation des parties prenantes, entre autres, soient exécutés de manière conséquente afin d'aider les pays à obtenir des résultats de qualité.
- **3) Renforcement des points focaux de SE4All, des systèmes de communication et de réseautage.** Compte tenu du nombre de parties prenantes intervenant dans le processus, le succès de l'Initiative dépendra également de la capacité de la Plateforme africaine à soutenir correctement les pays membres régionaux, à leur communiquer de manière satisfaisante les meilleures pratiques pour réaliser les processus pertinents et à les mettre en relation avec les bons partenaires. En conséquence, une communication et un réseautage avérés seront déterminants à une mise en œuvre cohérente de l'Initiative sur le continent.

SE4All

PLATEFORME AFRICAINNE

Contacts

Le Secrétariat de la Plateforme africaine SE4All

est hébergé par la BAD au sein du
Département de l'énergie, de
l'environnement et du changement
climatique.

Banque africaine de développement

Immeuble CCIA, 01BP1387
Abidjan 01 – Côte d'Ivoire
www.afdb.org

Secrétariat de la Plateforme africaine SE4All

www.se4all-africa.org
se4all.africa@afdb.org

Coordinateur de la Plateforme africaine SE4All

Dr. Daniel-Alexander SCHROTH
d.schroth@afdb.org



2014 - 2015